

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**GROUPEMENT DE COMMANDE DE SERVICES D'ASSURANCE
POUR 2 ETABLISSEMENTS DE SANTE**

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE NORD YONNE

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER
1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN - BP 808
89108 SENS CEDEX**

Objet de la consultation :

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES
LOT 1 - DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES**

Le présent document comporte 17 pages, numérotées de 1 à 17.

Sommaire

1- DEFINITIONS CONTRACTUELLES – CLAUSES ET DECLARATION.....	3
1.1. Assuré.....	3
1.2. Activité.....	3
1.3. Situation des risques.....	3
1.4. Occupation des bâtiments.....	3
1.5. Biens immobiliers.....	4
1.6. Contenu et biens meubles.....	4
1.7. Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation, pertes de recettes d'activités médicales et subsidiaires.....	5
1.8. Frais consécutifs à un sinistre et préjudices annexes.....	5
1.9. Pertes indirectes et valeur à neuf.....	6
1.10. Recours des voisins et des tiers et des locataires.....	7
1.11. Risques locatifs et risques locatifs supplémentaires.....	7
1.12. Renonciation à recours.....	7
1.13. Assurance pour compte de qui il appartiendra (stipulation pour autrui).....	7
1.14. Construction sur terrain d'autrui.....	8
1.15. Déclaration des investissements réalisés en cours d'exercice.....	8
1.16. Dérogation à la règle proportionnelle.....	8
1.17. Clause de connaissance des risques.....	8
1.18. Indemnisation.....	8
2- EVENEMENTS ASSURES ET GARANTIES	9
2.1. Incendie.....	9
2.2. Explosion / implosion / foudre.....	9
2.3. Fumées / émanation / contamination.....	9
2.4. Chutes d'objet ou de véhicules aériens.....	9
2.5. Choc de véhicules terrestres.....	9
2.6. Dommages électriques.....	9
2.7. Tempête / ouragan / grêle / poids de la neige.....	9
2.8. Catastrophes naturelles.....	10
2.9. Émeutes / mouvements populaires / actes de terrorisme / attentats (loi du 06/09/1986).....	10
2.10. Dégâts causés par les eaux et les fluides d'installations techniques.....	10
Sont garantis :.....	10
2.11. Bris de glace.....	10
2.12. Vol / détériorations immobilières.....	11
2.13. Pour le vandalisme :.....	11
2.14. Dérèglement accidentel des installations de protection contre l'incendie.....	11
2.15. Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation, pertes de recettes et pertes d'exploitation des activités médicales et subsidiaires.....	12
2.16. Franchissement du mur du son.....	12
2.17. Garanties des marchandises en chambre froide.....	12
2.18. Tous risques informatiques et autocommutateur.....	12
2.19. Bris de machines.....	13
2.19.1 Frais divers.....	13
2.20. Exclusions.....	13
3- MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES	14
3.1. CENTRE HOSPITALIER DE SENS.....	14
3.1.2 EHPAD CARNOT DE VILLENEUVE SUR YONNE (budget annexe du CH de SENS).....	15
3.2. CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY.....	16
4- ASSIETTE DE COTISATION.....	17
4 - ANNEXES.....	17

1- DEFINITIONS CONTRACTUELLES – CLAUSES ET DECLARATION

PREAMBULE

La présente consultation porte sur des prestations de services d'assurance nécessaires aux **2 membres** du GHT NORD YONNE suivants :

- 01_ CENTRE HOSPITALIER DE SENS
- 02_ CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY

L'établissement support du GHT NORD YONNE est le CENTRE HOSPITALIER DE SENS.

Chaque établissement membre signe ses contrats et les exécute en liaison directe avec le titulaire retenu par le pouvoir adjudicateur.

1.1. Assuré

L'établissement membre agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et, d'une manière générale, partout où il aura intérêt à agir dans le cadre de ses activités autorisées.

1.2. Activité

Toutes activités directement ou indirectement exercées par les établissements membres, dans le cadre de leurs activités de service de santé autorisées par le Code de la Santé Publique, y compris les activités annexes de nature industrielle et commerciale dès lors qu'elles sont portées, en dépenses ou en recettes, à leur budget et s'inscrivent dans le cadre des dispositions de l'article L. 6145-7 du Code de la Santé Publique.

1.3. Situation des risques

Les bâtiments et locaux dont l'énumération figure au présent cahier des clauses techniques particulières et mise à jour annuellement, au plus tard 3 mois après l'échéance principale du 1^{er} janvier.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10 % des surfaces déclarées.

1.4. Occupation des bâtiments

Les établissements exploitent des bâtiments assurés selon des régimes juridiques différents :

- ☐ En qualité d'occupant à quelque titre que ce soit, permanent ou temporaire.
- ☐ En qualité de preneur, titulaire d'un bail, avec ou sans renonciation à recours.
- ☐ En qualité de bailleur de locaux à usage d'habitation, commercial ou industriel.
- ☐ Dans le cadre de mise à disposition de locaux dont il est propriétaire ou détenteur.

Selon les stipulations du bail ou de la convention d'occupation, l'établissement pourra :

- ✓ Assurer les bâtiments pour le compte du propriétaire,
- ✓ Être soumis aux règles de la responsabilité locative ou en être relevé,
- ✓ Renoncer à recours contre ses preneurs ou conserver son droit à recours dans le cadre du droit commun,
- ✓ Avoir renoncé à recours à l'encontre du propriétaire et/ou des occupants en général.

Les assureurs consentent à accepter, sans exceptions ni réserves, le régime d'occupation des immeubles sinistrés.

1.5. Biens immobiliers

- ❑ Tous bâtiments existants ou en cours de construction, clos ou non, les aménagements et embellissements, leurs annexes et dépendances, les volets, persiennes, ciels vitrés et chenaux, les murs d'enceinte et leurs clôtures mobiles, ainsi que toutes installations générales et techniques de toutes natures, fixes ou mobiles.

Les bâtiments peuvent être construits en matériaux de toutes natures.

- ❑ Les VRD (Voiries et Réseaux Divers) et voies d'accès privatives.
- ❑ Les ouvrages de génie civil.
- ❑ Le mobilier urbain de tout type situé dans l'enceinte de l'établissement.

Les biens immobiliers sont couverts en valeur à neuf, quel que soit le régime juridique d'occupation (mise à disposition, risques locatifs, occupations temporaires, etc.), y compris lorsqu'un recours est susceptible d'être exercé contre l'assuré et/ou son assureur ou que le contrat intervient pour compte du propriétaire dans le cadre d'une clause d'assurance pour compte.

Les immeubles pourront être reconstruits dans un délai de 3 ans à compter de la date du sinistre pour tenir compte des délais administratifs inhérents aux décisions d'investissement et en tous lieux après avis du conseil de surveillance.

1.6. Contenu et biens meubles

- ❑ Aménagements immobiliers ou mobiliers, installations techniques, électriques, mécaniques ou hydrauliques de toutes natures, matériels techniques, biomédicaux, informatiques et péri-informatiques, autocommutateurs et, d'une manière générale, tous les systèmes de communication.
- ❑ Les installations, les embellissements et agencements meubles ou immeubles par destination.
- ❑ Les mobiliers, matériels et marchandises à tous états, confiés à l'assuré ou propriété des préposés, stagiaires, tiers, pensionnaires ou malades, accompagnants, sans exception ni réserve.
- ❑ Les bornes mises à disposition par les organismes de sécurité sociale.
- ❑ Les véhicules des tiers et préposés se trouvant dans l'enceinte de l'établissement, étant entendu que l'assureur interviendra en complément ou à défaut d'une garantie souscrite par leur propriétaire et lorsque la responsabilité de l'établissement est engagée.
- ❑ Les archives de toutes natures, les titres et valeurs comptables, films, clichés, plans et modèles, programmes, sauvegardes informatiques et supports d'informations de toute nature.
- ❑ Le contenu des chambres froides, réfrigérateurs et congélateurs, alimentaires et pharmaceutiques, sans distinction de contenu, d'usage et de lieux.
- ❑ Les œuvres d'art exposées dans l'enceinte de l'établissement, confiées dans le cadre d'exposition ou détenu par l'assuré.

D'une manière générale, les assurés déclarent agir tant pour leur compte que pour celui de qui il appartiendra, notamment dans le cadre d'une communauté d'intérêt ou pour l'exécution d'une mission de service public.

La garantie s'exerce tant à l'intérieur des bâtiments, dépendances et locaux annexes, qu'à l'extérieur pour autant que les biens endommagés soient conçus pour être normalement stockés à l'extérieur.

La garantie s'exerce également pour les biens stockés ou utilisés dans les mêmes conditions en dehors des locaux assurés, à l'occasion de prêts, séminaires, conférences, formations ou stockages.

1.7. Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation, pertes de recettes d'activités médicales et subsidiaires

Dépenses engagées par l'établissement assuré à la suite d'un sinistre garanti pour couvrir les frais d'exploitation nécessaires à la continuité de ses activités de service public et rendus indispensables par l'arrêt de fournitures de toute nature, habituellement produites par les services de l'établissement, du fait d'un sinistre garanti ou fournies par des prestataires extérieurs dans les mêmes conditions.

La garantie sera étendue aux événements suivants :

- ☐ Fermeture consécutive à un sinistre garanti.
- ☐ Impossibilité d'accès.
- ☐ Carence de fourniture (y compris fluides et énergie).
- ☐ Fermeture administrative de services hospitaliers.

Dans les mêmes conditions, seront garanties les pertes de recettes des activités médicales et subsidiaires dès lors qu'elles sont identifiables au budget de l'établissement et notamment dans le cadre de la tarification à l'activité (T2A).

1.8. Frais consécutifs à un sinistre et préjudices annexes

Ce sont les frais directs et indirects engagés pour la reconstruction, la reconstitution ou le remplacement du bien immobilier ou mobilier endommagé ou détruit par un événement garanti, et notamment, sans pour autant que la présente énumération soit exhaustive :

- ☐ **Honoraires d'experts** : le remboursement des honoraires de l'expert choisi librement par l'assuré.
La garantie sera acquise quel que soit l'évènement dès lors qu'il est couvert par le contrat, y compris dans le cadre d'un événement naturel ou d'un attentat à concurrence du barème UPEMEIC.
- ☐ **Frais de déblais et de démolition** : frais de démolition, d'enlèvement et de destruction des décombres imposés par la remise en état ou le remplacement des biens endommagés, à concurrence des frais réellement engagés.

Sont également couverts les frais imposés par une décision administrative ou judiciaire pour faire cesser un péril, détruire ou neutraliser une substance toxique (sont ici visés les matériaux contaminés par des dégagements gazeux de type PCB ou d'autres substances, après incendie, mais aussi les déchets et gravats contaminés par l'amiante, etc. Les déchets à risques peuvent entrer dans le cadre de cette garantie s'ils doivent être évacués avec des gravats après un sinistre).

- ☐ **Frais de gardiennage et de clôture provisoire** : les frais engagés par l'assuré pour la protection des biens et des personnes pendant la durée nécessaire à la mise en sécurité des périmètres sinistrés.
- ☐ **Prime Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier** : prime d'assurance souscrite par le maître d'ouvrage en cas de reconstruction ou de réparation d'un ouvrage détruit par un événement garanti.
- ☐ **Frais de remise en conformité** : frais engagés pour la mise en conformité des bâtiments sinistrés avec la réglementation en vigueur à concurrence des frais engagés.
- ☐ **Pertes de loyers et/ou de privation de jouissance** : le montant des loyers dont le propriétaire peut se trouver privé à la suite de la destruction d'un immeuble pendant la durée de sa remise en état.

La privation de jouissance est représentée par la valeur locative des locaux occupés par le propriétaire en cas d'impossibilité pour lui de les occuper pendant la remise en état, et sous réserve d'engagement de frais exceptionnels pour maintenir les activités dans des locaux temporaires.

- ❑ Frais financiers : les pénalités de résiliation d'un contrat de financement d'un bien à la suite de sa destruction totale.
- ❑ Pertes financières : le remboursement des dépenses d'équipements immeubles par destination réalisées par l'assuré dans des locaux loués qui deviendraient propriété du bailleur du fait de la résiliation du bail après destruction des locaux.
- ❑ Frais d'ingénierie : les honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, engagés par l'Assuré ou à sa demande, pour la réparation, la conception et/ou la reconstruction de biens sinistrés suite à des événements garantis.
- ❑ Intérêts d'emprunts : est couvert le remboursement du montant des intérêts d'emprunts dont l'assuré pourrait être redevable à la suite d'un sinistre garanti.
- ❑ Reconstitution d'archives, supports d'information, modèles, bandes, films : sont couverts les frais de reconstitution et/ou de remplacement de tous documents porteurs d'informations techniques, commerciales, comptables et administratives, se trouvant dans les risques assurés et chez tous tiers détenteurs.

On entend notamment par documents porteurs d'informations techniques, commerciales, comptables et administratives, et sans que cette énumération soit exhaustive :

- Modèles, moules, dessins, fichiers, clichés, programmes et tous supports informatiques, microfilms et archives,
 - Tous outillages spéciaux, tous documents destinés à l'élaboration ou la reproduction d'autres biens.
- ❑ Frais de déplacement, de remplacement, d'entrepôt : est couvert le remboursement des frais de déplacement, de remplacement et d'entrepôt des biens de l'Assuré ou de tiers si ces opérations sont nécessaires pour effectuer les réparations du sinistre garanti ou pour éviter la propagation possible d'un sinistre voisin.
- ❑ Frais de dépose et de repose, installation, transport : frais engagés pour la dépose, la repose, l'installation et le transport d'objets sinistrés.
- ❑ Frais de lutte contre le sinistre et de sauvetage : frais engagés par l'Assuré ou par des tiers quelconques pour combattre par tous les moyens un sinistre garanti et pour mettre en place le sauvetage et la conservation des biens assurés.
- ❑ Frais de retraitement de l'eau : frais de déblaiement, de retraitement de l'eau et de séchage, suite à la chute ou au séjour d'un bien assuré, consécutif à un sinistre.
- ❑ Frais de recherche de fuite, de dégèlement, de dégorgement, de pompage : frais de recherche de fuite et/ou d'infiltration, de dégèlement, de dégorgement et de pompage, consécutif à un sinistre garanti.
- ❑ Mesures conservatoires : frais exposés suite à des mesures conservatoires imposées par décision administrative.
- ❑ Autorités civiles ou militaires : sont couverts les dommages matériels directs causés aux biens assurés et/ou à ceux des tiers par les actes de destruction ordonnés, par une autorité civile ou militaire, pour éviter la propagation d'un sinistre.

1.9. Pertes indirectes et valeur à neuf

- ❑ Pertes indirectes : Paiement d'une indemnité forfaitaire au moins égale à 10% du dommage direct, y compris valeur à neuf.

- ❑ Valeur à neuf : l'ensemble des biens est couvert en valeur à neuf, sous réserve de reconstitution et de production des justificatifs dans les 3 ans suivant la date de réalisation du sinistre, à concurrence d'un minimum de 25 % de la valeur vétusté déduite des biens sinistrés.

En cas de non reconstruction ou non remplacement des biens sinistrés, l'assuré sera indemnisé en vétusté déduite majorée forfaitairement de 10 % minimum au titre des pertes indirectes.

1.10. Recours des voisins et des tiers et des locataires

Les recours résultant notamment de l'application des dispositions des articles 1240 et suivant du Code Civil, pour tous dommages causés à des tiers par les biens appartenant à l'Assuré et/ou dont il a la garde.

L'indemnisation des tiers s'étend à l'ensemble des dommages matériels et immatériels susceptibles d'entrer dans l'assiette du recours exercé à l'encontre de l'assuré.

Cette garantie s'applique également :

- Pour tous les dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux biens des locataires, occupants, colocataires, cooccupants et/ou tiers, par suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien.
- Pour les cas où la responsabilité de l'Assuré serait engagée en vertu de convention passées avec les Collectivités publiques, les Etablissements et Organismes publics ou semi-publics ainsi qu'avec les Sociétés privées.
- Pour tous dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux tiers atteints par le sinistre, que celui-ci ait pris naissance dans les biens assurés ou non.

1.11. Risques locatifs et risques locatifs supplémentaires

La responsabilité et les conséquences pécuniaires de l'Assuré en qualité de locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, à l'égard du propriétaire des locaux, en vertu des articles 1732 à 1735 et éventuellement 1302 du Code civil, du fait de dommages matériels causés aux bâtiments ainsi qu'aux biens mobiliers des colocataires et constituant un trouble de jouissance dont le propriétaire est garant envers ces derniers, selon l'article 1719 du Code civil.

L'Assuré est également garanti en cas d'insuffisance de la garantie des risques locatifs au titre des risques locatifs supplémentaires.

Il est entendu que cette garantie sera accordée sur tous les bâtiments pour lesquels une renonciation à recours réciproque n'aura pas été constatée par une convention de mise à disposition ou un contrat de bail.

1.12. Renonciation à recours

Sur décision simple et non motivée de l'Assuré, les assureurs renonceront à recours contre les auteurs responsables d'un sinistre garanti et en tant que besoin contre leurs assureurs, dès lors qu'existera une opposition ou un conflit d'intérêt entre l'auteur des dommages et l'Assuré.

A ce titre, l'établissement renonce à recours contre les associations et, d'une manière générale, l'ensemble des organisations, caritatives, sanitaires et sociales intervenant dans le prolongement ou en complément de l'activité de service public de l'Assuré.

1.13. Assurance pour compte de qui il appartiendra (stipulation pour autrui)

Dans tous les cas où l'Assuré n'aura pas la propriété des biens endommagés, les garanties pourront intervenir pour compte de qui il appartiendra, aux conditions du contrat, dans la mesure où l'Assuré aura intérêt à agir.

1.14. Construction sur terrain d'autrui

Les bâtiments ou aménagements construits sur terrain d'autrui, seront indemnisés en valeur à neuf au jour du sinistre en cas de reconstruction ou majorés de l'indemnité pertes indirectes en l'absence de reconstruction, dans les conditions prévues à l'article 1.9.

1.15. Déclaration des investissements réalisés en cours d'exercice

Les biens meubles et immeubles dont l'assuré deviendrait propriétaire, locataire ou utilisateur à quelque titre que ce soit, y compris avant réception, seront couverts automatiquement et sans déclaration préalable dans la limite d'une clause dite d'investissements, définie aux conditions particulières.

L'assuré fournira, au minimum 3 mois après l'échéance principale, un état de régularisation indiquant la valeur, la date de couverture, la situation et la destination des biens couverts pendant l'exercice.

Les assureurs devront indiquer les biens et les activités qu'ils souhaitent contractuellement soumettre à déclaration préalable, seuls opposables à l'assuré pendant la durée de validité des contrats.

1.16. Dérogation à la règle proportionnelle

Les assureurs dérogent totalement à l'application de règles proportionnelles de primes et de capitaux, sauf mauvaise foi ou manœuvre dolosive prouvée par l'assureur, de la part de l'assuré.

En contrepartie, l'assuré s'engage à régulariser la prime qui aurait été due si l'assureur avait eu connaissance des risques survenus après la souscription du contrat.

1.17. Clause de connaissance des risques

L'Assuré laisse à l'assureur le libre accès à ses installations et documents en relation avec l'assurance des biens assurés.

En conséquence, l'assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques à assurer et renonce à se prévaloir de toute erreur ou omission.

1.18. Indemnisation

Les indemnisations s'effectuent TVA comprise.

Les assureurs s'engagent à libérer des provisions à mesure de la production des états de pertes arrêtés contradictoirement avec les experts des parties, au plus tard dans le mois qui suit la réception de ces états par les assureurs.

2- EVENEMENTS ASSURES ET GARANTIES

2.1. Incendie

Tous dommages provoqués par une combustion vive ou lente se produisant hors d'un foyer normal.

2.2. Explosion / implosion / foudre

Les dommages provoqués par la chute de la foudre, l'électricité, l'implosion ou l'explosion du bien assuré.

Sont également couverts les dommages provoqués par projection, effet de souffle, rayonnement, convection et conduction thermique aux biens avoisinants.

2.3. Fumées / émanation / contamination

Les dommages causés par les fumées et les émanations accidentelles de toutes natures.

Sont garantis les frais de décontamination, notamment provoqués par une corrosion et dépôt de fumées provenant de combustion ou de réactions chimiques.

2.4. Chutes d'objet ou de véhicules aériens

Sont garantis les dommages causés aux biens assurés par la chute d'objets identifiés ou non, notamment :

- ☐ Appareils de navigation aérienne et spatiale.
- ☐ Objets et matières volantes de toute nature.

2.5. Choc de véhicules terrestres

Les dommages causés aux biens assurés par :

- ☐ Les chocs de véhicules terrestres identifiés ou non.
- ☐ La projection ou la chute accidentelle de tous produits ou matières transportées par les dits véhicules.

2.6. Dommages électriques

Les dommages causés aux parties électriques et électroniques du matériel sans exception, y compris les canalisations électriques enterrées, encastrées ou aériennes, et les dispositifs contre la foudre, causés par :

- ☐ Un incendie ou une explosion ayant pris naissance à l'intérieur de ces ensembles.
- ☐ Les dommages d'ordre électrique, y compris l'électricité d'origine atmosphérique.
- ☐ Les effets électrochimiques provoquant des corrosions, des installations de mise à la terre.

Les assureurs souhaitant exclure certains matériels en fonction de leur puissance et/ou valeur devront expressément le mentionner dans leurs exclusions.

L'indemnisation des dommages s'effectuera en valeur à neuf pour les matériels de moins de 5 ans d'âge et 3 ans pour les matériels informatiques, à compter de leur mise en service.

La vétusté ne pourra jamais être supérieure à 60 %.

2.7. Tempête / ouragan / grêle / poids de la neige

Sont garanties les actions sur les biens assurés causés par :

- ☐ Le vent, le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent.
- ☐ L'action de la grêle.
- ☐ Le poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures.

Ces garanties s'étendent aux dommages causés par la pluie, la neige, la glace ou la grêle, à l'intérieur des bâtiments assurés, à condition que ces dommages aient pris naissance dans les 48 heures suivant la destruction du bien, sauf force majeure.

L'indemnisation s'effectuera en valeur à neuf.

2.8. Catastrophes naturelles

Les garanties sont accordées aux conditions de la loi n° 82-600 du 13/07/1982, des décrets n° 82-705 et 82-706 du 10/08/82 et de tous les autres textes pouvant être pris pour son application.

2.9. Émeutes / mouvements populaires / actes de terrorisme / attentats (loi du 06/09/1986)

Sont garantis les dommages causés par des personnes ou groupes de personnes **dans le cadre d'actions concertées ou non**, ainsi que les dommages provoqués par les autorités dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre.

Sont exclus les dommages de guerre civile ou étrangère.

L'indemnisation s'effectuera en valeur à neuf.

2.10. Dégâts causés par les eaux et les fluides d'installations techniques

Sont garantis :

- ❑ Les dommages matériels occasionnés par des fuites, ruptures, débordements de liquides (y compris consécutifs au gel des locaux **normalement chauffés**) et provenant :
 - De conduites enterrées ou non, y compris en cas de rupture, refoulement ou débordement des égouts,
 - De tous appareils à effets d'eau, cuves, conteneurs à effet de stockage de liquide,
 - Des appareils à vapeurs et canalisations de fluides,
 - De la rupture ou engorgement des chenaux et conduites d'évacuation,
 - D'infiltration et pénétration par les toitures, terrasses, balcons, ciels vitrés, gaines d'aération,
 - **De ruissellement des eaux, y compris d'origine naturelle lorsqu'il ne fait pas l'objet d'un arrêté de catastrophes naturelles.**
 - De raz de marée ou tout dommage résultant de flux marins débordant sur la terre.
- ❑ Les frais engagés pour les recherches de fuites ainsi qu'aux dégradations consécutives à ces travaux.
- ❑ Les frais de nettoyage, séchage et décontamination.
- ❑ Les frais de recherche de fuite des canalisations.

2.11. Bris de glace

Sont garantis, quelle qu'en soit la cause, les dommages aux glaces, vitres, miroirs, enseignes fixes placés à l'intérieur et à l'extérieur des locaux assurés, fabriqués en produits verriers et plastiques de toutes natures, les dommages aux inscriptions peintes ou appliquées sur les glaces et les dommages aux marbres de façade.

Sont également garantis les frais de déplacement, de remplacement, de transport ainsi que les frais de gardiennage mis en œuvre avant et pendant les réparations.

2.12. Vol / détériorations immobilières

Sont garantis les dommages résultant d'un vol, d'une disparition, d'une destruction, de vandalisme et de détériorations mobilières et immobilières, y compris les systèmes de protection et d'alarme de toute nature, résultant **notamment** des événements suivants :

➤ Pour le vol :

- ☐ Effraction, escalade ou usage de fausses clefs,
- ☐ Introduction clandestine,
- ☐ Meurtres, violences, menaces, dol ou manœuvre frauduleuse sur les personnes,
- ☐ Consécutif à un incendie, une explosion ou un événement exceptionnel ayant permis la réalisation d'un fait délictueux,
- ☐ Le remplacement des serrures à la suite d'un vol de clés.

Sont exclus les disparitions découvertes à l'occasion d'inventaires et les vols sans effraction.

Le vol de fonds sera accordé pendant les transports et dans les locaux s'ils sont enfermés dans un coffre ou un meuble fermé à clefs.

Sera également couvert le vol sur la personne ou/et au domicile des détenteurs de fonds ou au cours de déplacements nécessaires à l'encaissement, au retrait ou au dépôt de fonds, ainsi que le détournement, y compris par les préposés.

Sont aussi garanties les pertes résultant d'un événement de force majeure du fait du porteur de fonds ou du fait d'un tiers.

2.13. Pour le vandalisme :

Le vandalisme s'entend de la destruction totale ou partielle, ou de l'altération d'un bien mobilier ou immobilier que l'assuré détient à quelque titre que ce soit.

Il peut avoir lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux assurés et doit être couvert sans restriction quant aux circonstances de sa survenance.

Sont également garantis les matériels et marchandises appartenant à l'assuré lorsqu'ils se trouvent hors des lieux de l'assurance et déposés dans les mêmes conditions.

2.14. Dérèglement accidentel des installations de protection contre l'incendie

Les installations de protection contre l'incendie concernent **notamment** les réservoirs, conduites principales d'eau, tuyauteries, robinets d'incendie ou vanne, et tout autre matériel employé à la protection contre l'incendie.

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par :

- Toute matière déchargée par toute partie des installations de protection contre l'incendie,
- L'effondrement, la rupture ou la chute de tout ou partie des installations de protection contre l'incendie,
- Le gel,
- Les moyens engagés pour rechercher l'origine de l'écoulement de l'installation de protection contre l'incendie.

2.15. Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation, pertes de recettes et pertes d'exploitation des activités médicales et subsidiaires

La garantie des frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes des activités médicales et subsidiaires, est accordée après chacun des événements couverts dans le contrat de dommages aux biens, à l'exception du vol.

La présente garantie sera étendue aux conséquences :

- D'une fermeture administrative de services hospitaliers
- De l'impossibilité d'accès aux installations de l'assuré
- D'une carence de fournisseurs.

Les frais généraux permanents et frais supplémentaires d'exploitation sont représentés par toutes dépenses supplémentaires engagées par l'établissement en vue de maintenir ou de poursuivre son activité de service public, de réduire les pertes d'exploitation.

La perte de recettes imputable à un sinistre garanti sera équivalente aux pertes réelles non facturées, notamment aux organismes de Sécurité Sociale dans le cadre de la tarification à l'activité (T2A), aux patients et aux mutuelles.

Les pertes de recettes des activités subsidiaires seront évaluées sur la base des pertes réelles identifiées au budget de l'établissement par différence entre l'exercice précédent le sinistre et l'exercice de survenance éventuellement pondéré par un coefficient correcteur de ladite activité.

La garantie acquise pendant une période 24 mois, à compter de la réalisation du fait générateur, dans la limite des capitaux définis au chapitre 4.

Les pertes d'exploitation sont basées sur un premier risque non indexable.

2.16. Franchissement du mur du son

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par les ondes de choc dues au franchissement du mur du son.

2.17. Garanties des marchandises en chambre froide

Sont garanties les marchandises de toutes natures, alimentaires et produits à usages médicaux contenus dans les frigos et chambres froides ou à atmosphère contrôlée, sans exception ni réserve, à la suite d'un arrêt accidentel de la production de froid ou de la variation de la température.

La garantie est étendue au frais de destruction des marchandises et produits endommagés, y compris les frais de transport spécifiques pour leur enlèvement et leur acheminement en décharge ou centre de traitement.

2.18. Tous risques informatiques et autocommutateur

Les garanties sont étendues à l'ensemble des matériels informatiques et équipements de communication sur la base d'un premier risque dont les montants sont définis au paragraphe 3 ci-après.

Evènements garantis

Seront notamment couverts :

- ❑ Tous dommages matériels résultant d'un bris interne, surtension électrique et atmosphérique, bris d'origine externe, erreur de manipulation.

- ❑ Les matériels lorsqu'ils sont en cours de transport, par tous les moyens, ainsi qu'au cours des opérations de démontage, remontage, chargement, déchargement et manutention.
- ❑ Frais supplémentaires d'exploitation : frais de toute nature nécessaires à la poursuite de l'exploitation suite à un sinistre survenu sur un matériel garanti et imputable à celui-ci, y compris les équipements périphériques nécessaires à leur fonctionnement.

Sont notamment garantis les frais de personnel, les frais de transport, de documentation, de location de matériel, de configuration de système et d'adaptation de logiciel, y compris sur des matériels provisoires.

La période d'indemnisation est étendue à 24 mois.

- ❑ Reconstitution des médias : frais engagés pour reconstituer les informations détruites sur des supports informatiques de toute nature.

2.19. Bris de machines

Seront notamment garantis :

- ❑ Tous dommages matériels résultant d'un bris interne, surtension électrique et atmosphérique, bris d'origine externe, dommages en cours de transport, erreur de manipulation (ex : erreur de branchement ou de tension provoquant une surtension électrique).
- ❑ Frais supplémentaires d'exploitation : frais de toute nature, nécessaires à la poursuite de l'exploitation suite à un sinistre, notamment informatique, survenu sur un matériel garanti et imputable à celui-ci, y compris les équipements périphériques nécessaires à leur fonctionnement.

Sont notamment garantis les frais de personnel, les frais de transport, de documentation, de location de matériel, de configuration de système et d'adaptation de logiciel, y compris sur des matériels provisoires.

La période d'indemnisation est étendue à 12 mois, au-delà des charges normales d'exploitation.

- ❑ Reconstitution des médias : frais engagés pour reconstituer les informations détruites sur des supports informatiques de toute nature.

2.19.1 Frais divers

- ❑ Honoraires d'experts : la garantie est acquise pour tout évènement couvert par le contrat, y compris après un arrêté de catastrophe naturelle ou un attentat.
- ❑ L'ensemble des frais rendus nécessaires pour le nettoyage, la destruction, l'enlèvement, la décontamination et le déblaiement des biens garantis.
- ❑ Les frais supplémentaires de transport imposés par l'urgence, les droits de douane et de taxes non récupérables.

2.20. Exclusions

Les exclusions contenues dans les offres figurent au nombre des critères de sélection.

Par conséquent, il appartient aux assureurs de respecter l'esprit et l'amplitude des définitions de garanties en limitant au minimum les exclusions concernant l'application des garanties. Elles devront impérativement être indiquées en réserves dans le cadre prévu à cet effet dans l'annexe de prix.

3- MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

3.1. CENTRE HOSPITALIER DE SENS

Les garanties sont accordées à concurrence d'une limitation contractuelle d'indemnité de 49.990.000 €, toutes garanties confondues, y compris les frais supplémentaires et pertes d'exploitation.

Limites pour les événements suivants :

Domages électriques	1.000 000 €
Dégâts des eaux (y compris inondation hors Catastrophes Naturelles)	1.500 000 €
Bris de glace	250. 000 €
Vol / Détérioration immobilières dont : <ul style="list-style-type: none">- Transports de fonds- Vols d'espèces, valeurs et titres (y compris régie)	300 000 € 20 000 € 20 000 €
Frais généraux permanents supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes (durée d'indemnisation : 24 mois) – franchise : néant	30 000 000 €
Frais et pertes divers	2.000.000 €
Matériel informatique (1 ^{er} risque) dont : <ul style="list-style-type: none">- Frais supplémentaires /Frais de reconstitution des médias	1.500.000 € 200.000 €
Bris de machines (1 ^{er} risque) y/c pertes d'exploitation (Durée d'indemnisation : 6 mois)	800.000 €
Pertes de marchandises en chambre froide (y compris pharmacie)	300.000 €
Recours des voisins, des tiers et des locataires	10 000 000 € minimum

Les garanties sont accordées au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle, par sinistre, c'est-à-dire par événement et par site, sans limitations annuelles.

Elles sont automatiquement reconstituées après la survenance d'un sinistre, sans perception de primes complémentaires.

Franchise par événement (quel que soit le nombre de bâtiment sinistré) : Incendie : 10 000 € - Autres dommages : 5.000 € (franchise en cours)

Franchise Pertes d'exploitation : 3 jours* / frais supplémentaires : néant

**La franchise est évaluée sur la base de la perte du département ou du service concerné et non sur la marge brute de l'établissement.*

Pour mémoire, les pertes d'exploitation sont basées sur un premier risque non indexable.

Catastrophes naturelles : franchises légales.

3.1.2 EHPAD CARNOT DE VILLENEUVE SUR YONNE (budget E1 annexe du CH de SENS)

Les garanties sont accordées à concurrence d'une limitation contractuelle d'indemnité de 19.900.000 €, toutes garanties confondues, y compris les frais supplémentaires et pertes d'exploitation.

Limites pour les événements suivants :

Domages électriques	750..000 €
Dégâts des eaux (y compris inondation hors Catastrophes Naturelles)	750.000 €
Bris de glace	50 000 €
Vol / Détérioration immobilières dont : - Transports de fonds - Vols d'espèces, valeurs et titres (y compris régie)	75 000 € 5 000 € 5 000 €
Frais généraux permanents supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes (durée d'indemnisation : 24 mois) – franchise : néant	2 000 000 €
Frais et pertes divers	1 500 000 €
Matériel informatique (1 ^{er} risque) dont : - Frais supplémentaires / Frais de reconstitution des médias	160.000 € 50.000 €
Bris de machines (1 ^{er} risque)	100 000 €
Pertes de marchandises en chambre froide	15 000 €
Recours des voisins, des tiers et des locataires	5 000 000 € minimum

Les garanties sont accordées au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle, par sinistre, c'est-à-dire par événement et par site, sans limitations annuelles.

Elles sont automatiquement reconstituées après la survenance d'un sinistre, sans perception de primes complémentaires.

Franchise par événement (quel que soit le nombre de bâtiment sinistré) : 500 € (franchise en cours)

Franchise Pertes d'exploitation : 3 jours* / frais supplémentaires : néant

**La franchise est évaluée sur la base de la perte du département ou du service concerné et non sur la marge brute de l'établissement.*

Pour mémoire, les pertes d'exploitation sont basées sur un premier risque non indexable.

3.2. CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY

Les garanties sont accordées à concurrence d'une limitation contractuelle d'indemnité de 25.000.000 €, toutes garanties confondues, y compris les frais supplémentaires et pertes d'exploitation.

Limites pour les événements suivants :

Domages électriques	750 000 €
Dégâts des eaux (y compris inondation hors Catastrophes Naturelles)	750 000 €
Bris de glace	75. 000 €
Vol / Détérioration immobilières dont : <ul style="list-style-type: none">- Transports de fonds- Vols d'espèces, valeurs et titres (y compris régie)	150 000 € 15 000 € 15 000 €
Frais généraux permanents supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes (durée d'indemnisation : 24 mois)	5 000 000 €
Frais et pertes divers	1 500 000 €
Matériel informatique (1 ^{er} risque), y compris autocommutateurs, dont : <ul style="list-style-type: none">- Frais supplémentaires /Frais de reconstitution des médias	200.000 € 50.000 €
Bris de machines (1 ^{er} risque)	500. 000 €
Pertes de marchandises en chambre froide	30.000 €
Recours des voisins, des tiers et des locataires	10 000 000 € minimum

Les garanties sont accordées au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle, par sinistre, c'est-à-dire par événement et par site, sans limitations annuelles. Elles sont automatiquement reconstituées après la survenance d'un sinistre, sans perception de primes complémentaires.

Franchise par événement (quel que soit le nombre de bâtiment sinistré) : 1 500 € (franchise en cours)

Franchise Pertes d'exploitation : 3 jours* / frais supplémentaires : néant

**La franchise est évaluée sur la base de la perte du département ou du service concerné et non sur la marge brute de l'établissement.*

Pour mémoire, les pertes d'exploitation sont basées sur un premier risque non indexable.

Catastrophes naturelles : franchises légales.

4- ASSIETTE DE COTISATION

ETABLISSEMENT	SURFACES	LCI
CH DE SENS	84596 m ² (Y compris logements et INICEA)	49 990 000 €
EHPAD CARNOT - VILLENEUVE SUR YONNE	13.691 m ²	19.900.000 €
CH DE JOIGNY	24.902 m ²	25 000 000 €
TOTAL	123.189 m ²	

**Voir détail et situation dans le dossier de présentation des membres du groupement*

4 - ANNEXES

Pour chaque établissement concerné :

- Document : présentation des risques (fichier Excel) et état des surfaces
- Document : plans de masse
- Document : PVCSI
- Document : EPRD
- Document : Sinistralité
- Annexe de prix à joindre obligatoirement à l'acte d'engagement